

Etre à la hauteur du défi humanitaire en Irak

La violence armée est la principale menace à laquelle sont confrontés les Irakiens, mais la population connaît également un autre type de crise, d'une envergure et d'une gravité alarmante. Huit millions de personnes ont urgemment besoin d'une aide humanitaire. Ce chiffre inclut les plus de deux millions de personnes déplacées internes, ainsi que les plus de deux millions de réfugiés. Ils sont bien plus encore à vivre dans la pauvreté, privés des services de base et de plus en plus menacés par la maladie et la malnutrition. Malgré les contraintes imposées par la violence, le gouvernement irakien, les Nations unies et les donateurs internationaux peuvent faire plus pour fournir une assistance humanitaire afin de réduire ces souffrances inutiles. Si les besoins de base de la population ne sont pas pris en compte, cela ne fera que déstabiliser davantage le pays.



Le Comité de coordination des ONG en Irak (NCCI en anglais) est un réseau d'environ 80 ONG internationales et 200 ONG irakiennes, installé à Bagdad depuis 2003, immédiatement après le début de la guerre. Son but est d'aider les ONG à évaluer les besoins de la population irakienne et à y pourvoir. Le NCCI fournit également des informations impartiales pour les ONG opérant en Irak et facilite la coordination de leurs activités. Les membres du NCCI se conforment tous au *Code de Conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge et pour les organisations non gouvernementales lors des opérations de secours en cas de catastrophe*.

Oxfam soutient des organisations partenaires en Irak depuis son siège d'Amman, en Jordanie. Les programmes soutenus par Oxfam comprennent la distribution d'une aide d'urgence aux personnes déplacées internes dans le centre et le sud de l'Irak, la distribution de matériel médical d'urgence pour les hôpitaux et les cliniques situés dans les zones de combat et la résolution de conflits entre les réfugiés palestiniens et la communauté irakienne. De plus, Oxfam travaille en partenariat avec d'autres ONG internationales au renforcement des capacités de six ONG irakiennes en matière de gestion de projet, gouvernance, consolidation de la paix et résolution de conflit. Oxfam n'a plus de personnel présent en Irak depuis 2003, en raison des risques sécuritaires.

Résumé exécutif

Tandis qu'une terrible violence domine la vie de millions de personnes ordinaires dans toute l'Irak, une autre sorte de crise, issue elle aussi de la guerre, s'est petit à petit développée. Jusqu'à huit millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'une aide d'urgence. Ce chiffre comprend :

- Quatre millions de personnes qui vivent 'dans une situation d'insécurité alimentaire et connaissent un besoin extrême de divers types d'aide humanitaire'
- Plus de deux millions de déplacés internes en Irak
- Plus de deux millions d'Irakiens qui se trouvent dans les pays voisins, en particulier en Syrie et en Jordanie, causant la crise de réfugiés présentant la croissance la plus rapide du monde.

Ce rapport décrit la situation humanitaire dans laquelle se trouvent les Irakiens ordinaires et soutient que, si la violence et l'incapacité à protéger les droits fondamentaux constituent les problèmes les plus graves en Irak, les besoins humanitaires tels que l'alimentation, le logement, l'eau et l'assainissement doivent bénéficier d'une plus grande attention. Même si la réponse à ces besoins s'avère une véritable gageure, étant donné l'insécurité et le manque d'institutions nationales compétentes, Oxfam et le Comité de coordination des ONG en Irak (NCCI) sont persuadés que l'on peut en faire davantage. Le gouvernement irakien pourrait élargir la distribution de colis alimentaires, étendre le champ des bénéficiaires d'allocations d'urgence, décentraliser la prise de décision et soutenir les groupes de la société civile qui fournissent une assistance humanitaire. Les pays donateurs et les agences des Nations unies pourraient intensifier leurs efforts pour coordonner, financer et distribuer l'aide d'urgence. De telles mesures ne bouleverseraient pas la situation dramatique dans laquelle vivent les Irakiens mais pourrait contribuer à atténuer leurs souffrances. Ce rapport porte surtout sur les besoins à l'intérieur du pays, qui sont moins visibles, et n'examine pas en détail la situation des réfugiés qui se trouvent dans les pays voisins.

Les Irakiens souffrent d'un manque croissant de nourriture, d'abris, d'eau et de sanitaires, de soins de santé, d'accès à l'éducation et d'emploi. Sur les 4 millions d'Irakiens qui dépendent de l'aide alimentaire, seuls 60% ont accès aux rations distribuées par le Système public de distribution (SPD) géré par le gouvernement, contre 96% en 2004.

43% des Irakiens vivent dans une situation de 'pauvreté absolue'. Selon certaines estimations, plus de la moitié de la population est désormais sans emploi. Ce sont les enfants qui sont les plus durement touchés par la chute des niveaux de vie. Les taux de malnutritions infantiles sont passés de 19% avant l'invasion américaine en 2003 à 28% aujourd'hui.

La situation est particulièrement dure pour les familles chassées de chez elles par la violence. Les deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du

pays n'ont pas de sources de revenus et sont à bout de leurs capacités d'adaptation. En 2006, 32% des déplacés n'avaient pas accès aux rations alimentaires du Système public de distribution, et 51% n'y avaient accès qu'occasionnellement.

Le nombre d'Irakiens n'ayant pas accès à des réserves d'eaux adéquates est passé de 50% à 70% depuis 2003 ; 80% des Irakiens ne disposent pas de système d'assainissement opérationnel. La 'fuite des cerveaux' que connaît actuellement l'Irak pose des difficultés de services publics déjà inadéquats. En effet, des milliers de travailleurs médicaux, d'enseignants, d'ingénieurs hydrographes et d'autres cadres sont forcés de quitter le pays. Fin 2006, 40% d'entre eux, peut-être, avaient déjà fui.

La population irakienne a un droit, inscrit en droit international, à recevoir une aide matérielle qui satisfasse ses besoins humanitaires ainsi qu'à être protégé, mais ce droit est négligé. Le gouvernement irakien, les donateurs internationaux et le système des Nations unies se sont concentrés sur la reconstruction, le développement et l'édification d'institutions politiques et ont oublié la dure lutte quotidienne que doivent mener nombre d'Irakiens pour survivre. Tous ces acteurs ont une obligation morale, politique, ainsi que, dans le cas du gouvernement, juridique : l'obligation de protéger les Irakiens pris dans le conflit. Ils ont également la responsabilité de trouver les moyens de garantir de bonnes conditions pour la fourniture de l'aide, tant dans les zones où le conflit est intense que dans les régions plus sûres du pays vers lesquelles de nombreuses personnes ont fui.

Le gouvernement irakien est le principal responsable de la fourniture de services de base ; il doit s'efforcer de surmonter les obstacles d'envergure qui entravent ses opérations, tant au niveau central que local. Oxfam et le NCCI pensent qu'il faudra trouver une volonté politique pour améliorer le système d'aide d'urgence pour les citoyens les plus pauvres, y compris les déplacés internes. Le gouvernement devrait commencer par décentraliser la fourniture de l'aide. Il devrait ainsi permettre aux autorités locales de contrôler la qualité des approvisionnements d'urgence et de les distribuer dans leurs propres gouvernorats, tout en développant un système de stockage en entrepôts plus étendu, dans tout le pays. Enfin, établir un cadre légal approprié pour les organisation de la société civile aiderait grandement les efforts non-gouvernementaux en matière d'aide, en leur fournissant l'autorité légale d'opérer en Irak.

L'expansion du Système public de distribution pour les denrées alimentaires, incluant l'établissement d'un système de cartes temporaires pour les déplacés internes, constitue également une priorité. Il en va de même pour l'extension du programme d'allocations d'urgence accordées aux ménages dirigés par des veuves. Ces allocations, d'un montant actuel de 100 dollars, devraient être augmentées, pour se rapprocher du salaire moyen qui s'élève actuellement à 200 dollars par mois. Un paiement mensuel de 200 dollars pour environ 1 million de ménages coûterait 2,4 milliards de dollars par an, ce qui est dans la capacité financière du pays. Les gouvernements étrangers dotés d'une capacité d'action et d'influence en Irak, dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni, doivent fournir des conseils et une aide technique aux ministères irakiens afin de leur permettre de mettre en œuvre ces mesures et de fournir les services essentiels.

Les principaux obstacles qui affectent les conditions de vie des Irakiens et la fourniture d'une assistance humanitaire sont la violence et l'insécurité actuelles. Des solutions politiques au conflit doivent être trouvées dès que possible. D'ici là, tous les groupes armés, que ce soient les forces de sécurité irakiennes, la Force multinationale en Irak, les milices locales ou les insurgés, ne doivent pas porter atteinte à la vie, la propriété ou les infrastructures civiles et doivent respecter le droit des populations à recevoir de l'assistance, conformément au droit international humanitaire et des droits de l'Homme.

Bien que la violence systématique, et souvent ciblée, ait fortement réduit la capacité des organisations de la société civile et des ONG irakiennes, des ONG internationales, du mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge et des agences des Nations unies d'accéder aux populations civiles qui en ont besoin, cela n'a cependant pas empêché bon nombre de ces organisations de travailler avec les communautés irakiennes afin de trouver des moyens novateurs pour s'adapter aux contraintes et maintenir une présence en Irak.

Une ONG (dont l'anonymat est préservé pour des raisons de sécurité) soutenue par Oxfam fournit une aide d'urgence aux hôpitaux et cliniques en zones de conflit. Elle a procédé à des distributions de matériel médical de première nécessité au profit de 40 centres de santé situés dans six gouvernorats différents afin de maintenir l'offre de services de santé pendant les conflits. Elle renforce également la capacité médicale dans des 'points chauds' potentiels grâce au pré-positionnement d'approvisionnements d'urgence. Des soins de santé essentiels ont ainsi été délivrés à plus de 100 000 patients.

Il y a aujourd'hui encore 80 ONG internationales indépendantes engagées en Irak, dont les membres du NCCI ; 45 d'entre elles disposent de programmes de réponse aux urgences existants ou potentiels. Certaines ont des bureaux en Irak gérés par une équipe nationale, avec une direction des programmes située dans un autre pays, souvent la Jordanie. D'autres organisations financent et conseillent des ONG irakiennes autonomes. Ces méthodes de travail dans des environnements fortement incertains sont souvent désignées sous le terme de « programmation à distance » (remote programming). Grâce à ces approches, les ONG sont les principaux agents de mise en œuvre des programmes humanitaires des Nations unies ou autres en Irak.

Une ONG (dont l'anonymat est préservé pour des raisons de sécurité), soutenue par Oxfam, fournit de l'eau et de la nourriture à des déplacés internes fuyant Qa'im, Haditha, Rawa, Heet, Ramadi et Fallouja. Elle travaille aussi en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) afin de suivre de près les déplacés et de s'occuper de l'approvisionnement d'urgence. De plus, elle met en œuvre un projet de création de revenus pour les déplacés internes de Fallouja, effectuée des forages d'eau pour les déplacés et accueille des communautés à Ana et Heet. Elle possède également un programme de restauration d'école à Fallouja. Cette ONG indique que le manque de financement est une des raisons qui l'a empêché d'étendre ses activités et d'atteindre un ensemble plus large de bénéficiaires.

Les organisations islamiques et régionales sont actives en matière d'aide humanitaire. Le Secours islamique et Muslim Aid fournissent un appui technique et financier, se concentrant surtout sur l'aide humanitaire et des programmes d'aide aux orphelins. Le Croissant Rouge du Qatar finance des ONG irakiennes et la Société du Croissant Rouge Irakien (SCRI). La Fondation Khomeiny délivre des kits d'hygiène de base, des couvertures et de la nourriture aux déplacés internes dans le sud du pays. Les partis politiques et les organisations religieuses islamiques, dont les mosquées, contribuent également aux besoins essentiels de leurs électeurs et de leurs fidèles.

Les donateurs internationaux ont mis du temps à reconnaître l'ampleur des besoins humanitaires. L'aide au développement fournie par les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a augmenté de 922 % entre 2003 et 2005 pour atteindre 20,948 milliards de dollars, alors que le financement pour l'aide humanitaire a chuté de 47 % sur la même période, pour se réduire à 453 millions de dollars. Selon une récente enquête d'Oxfam sur les donateurs, le financement de l'aide humanitaire a continué à chuter de façon alarmante en 2006 ; celle-ci ne s'élève plus qu'à 78.5 millions de dollars malgré une augmentation évidente des besoins. Ce montant ne représente cependant pas le montant total de l'aide puisque seuls 18 des 22 donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) ont bien voulu nous livrer leurs données pour l'enquête. Huit des dix principaux pays pourvoyeurs d'aide humanitaire en Irak sur l'année 2005 (dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni) ont néanmoins répondu à cette enquête. De nombreuses organisations humanitaires n'accepteront pas d'argent des gouvernements qui ont des troupes en Irak, car cela pourrait mettre en péril leur propre sécurité et leur indépendance. Il est donc particulièrement important que les pays donateurs qui n'ont pas de troupes sur place, comme la Belgique, la France, le Canada, l'Allemagne, la Suède ou la Suisse, acceptent d'augmenter les sommes qu'ils allouent à l'action humanitaire en Irak.

Par ailleurs, les pays donateurs et les Nations unies n'ont, en général, pas évalué correctement le potentiel qu'il y a à financer des actions en Irak, surtout s'il y avait une plus grande volonté de soutenir des opérations qui ne présentent pas toutes les formes habituelles de distribution, suivi et

évaluation. Ces opérations peuvent être plus coûteuses, mais offrent néanmoins des garanties raisonnables que l'argent est bien dépensé.

Selon une étude sur les ONG irakiennes et internationales menée par Oxfam en avril 2007, plus de 80 % d'entre elles pourraient accroître leur travail humanitaire si elles avaient davantage de fonds. Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) et la Société irakienne du Croissant Rouge (IRCS) ont récemment lancé des appels pour leurs programmes de fonds, qui ne sont toujours pas complètement financés.

Les Nations unies, et en particulier la Mission d'assistance des Nations unies en Irak (MANUI) et le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), ont un rôle vital à jouer dans la fourniture de l'aide humanitaire. Ils peuvent en particulier coordonner sa distribution ainsi que l'évaluation des besoins, conseiller le gouvernement, mobiliser des ressources et plaider pour une protection civile renforcée. Jusqu'ici, les résultats des Nations unies sont limités, entre autres à cause des mesures de sécurité strictes qu'elles ont imposé à leur personnel suite à la perte de 22 employés dans le bombardement de l'hôtel Canal en 2003. Néanmoins, certains signes encourageants tendent à montrer que les Nations unies pourraient devenir plus actives. La publication en avril 2007 d'un 'cadre stratégique' pour une réponse humanitaire coordonnée en Irak est un pas dans la bonne direction, tout comme la décision du HCR, en juillet 2007, de demander aux pays donateurs de doubler son budget de travail en faveur des réfugiés et déplacés irakiens à hauteur de 123 millions de dollars.

Conclusions et recommandations

Mettre fin à la guerre et au conflit civil en Irak doit être la priorité numéro un pour le gouvernement irakien et la communauté internationale. Néanmoins, le gouvernement, les pays de la Force multinationale, les agences des Nations unies et les donateurs internationaux peuvent faire plus pour satisfaire les autres besoins de survie de la population irakienne, et ce malgré un environnement difficile.

Le gouvernement irakien devrait prendre des mesures urgentes pour répondre aux besoins humanitaires de sa population. Ces mesures devraient inclure :

- Les autorités locales devraient assumer des responsabilités accrues pour fournir de l'aide, des abris et des services essentiels aux personnes déplacées ainsi qu'aux populations locales vulnérables. A cette fin, le gouvernement central devrait leur donner le pouvoir et les ressources nécessaires.
- Le Ministère du Travail et des Affaires Sociales devrait augmenter l'allocation de 100 dollars par mois reçu par les ménages dirigés par des veuves, afin de le rapprocher du salaire mensuel moyen de 200 dollars. Il devrait également élargir les catégories bénéficiaires, afin d'y inclure d'autres groupes vulnérables, tels les populations déplacées.
- Le Ministère du Commerce devrait améliorer le Système public de distribution (SPD). Cela devrait inclure la mise en place d'un système

temporaire de carte temporaires SPD afin que les personnes déplacées puissent recevoir des rations alimentaires.

- Le gouvernement devrait créer une équipe interministérielle pour coordonner sa réponse humanitaire et lui allouer des fonds pour mettre en œuvre cette réponse.
- Des ordres explicites devraient être donnés aux forces de sécurité irakiennes : comme tous les autres groupes armés, elles ne doivent pas porter atteinte à la vie, à la propriété et aux infrastructures civiles, et doivent respecter le droit de la population à recevoir de l'assistance.
- Le gouvernement irakien devrait soutenir les ONG nationales au moyen d'un cadre légal, comprenant des procédures d'enregistrement qui reconnaissent leurs droits et leur indépendance et leur garantissent l'autorité légale d'opérer en Irak.

Les gouvernements internationaux dotés d'une capacité d'action et d'influence en Irak devraient reconnaître leurs responsabilités à l'égard du peuple irakien en :

- Soutenant les ministères irakiens au moyen d'une assistance technique et de conseils afin de garantir leur capacité à fournir les services essentiels, notamment une meilleure distribution de nourriture, des abris et l'extension des prestations sociales d'urgence.

Les gouvernements de la Force multinationale en Irak devraient reconnaître leurs responsabilités particulières à l'égard du peuple irakien en :

- Garantissant que les forces armées respectent leur obligation morale et juridique de ne pas nuire aux civils ni à leurs biens, ainsi qu'aux infrastructures essentielles.

Les donateurs doivent augmenter leur soutien aux ONG nationales et internationales, au CICR, à la Société Irakienne du Croissant Rouge (IRCS), et aux agences des Nations unies qui fournissent une réponse humanitaire :

- Les donateurs devraient fournir un financement d'urgence plus important, souple et facilement accessible. Ils doivent en particulier s'appuyer sur les discussions en cours avec les ONG pour mieux comprendre la 'programmation à distance' et les mécanismes de suivi et de vérification.
- Etant donné que de nombreuses organisations humanitaires n'accepteront pas d'argent des gouvernements engagés dans le conflit, il est primordial que les donateurs issus d'autres Etats tels que la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne la Suède ou la Suisse, augmentent leur contribution financière à l'aide humanitaire.

Les Nations unies, et en particulier la Mission d'assistance des Nations unies en Irak et le Bureau de coordination des affaires humanitaires, doivent continuer à renforcer leur rôle humanitaire en Irak en :

- Travaillant à la réalisation d'une réponse coordonnée associant le gouvernement irakien, les ONG et les agences des Nations unies.
- En développant une approche plus nuancée des déplacements du personnel des Nations unies, qui distingue mieux les contraintes liées aux déplacements dans les différentes régions et qui soit plus indépendante de la Force multilatérale. Cela permettra une évaluation des besoins, une coordination et une fourniture de services plus efficaces.
- S'appuyant sur la structure de coordination d'urgence établie sur le terrain par le NCCI pour permettre une réponse rapide aux besoins identifiés.
- En administrant un nouveau fonds mettant en commun des financements dédiés à une réponse rapide, qui devrait être capable de financer les ONG.

© Oxfam International Juillet 2007

Ce rapport est fondé sur les recherches de Jane Chana'a et a été rédigé par Mary Kirkbride avec l'assistance de Michael Bailey. Oxfam remercie Kasra Mofarah, Laila Noureldin, Manal Omar, Simon Springett, Cedric Turlan, Alex Renton et Nick Martlew pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche, à condition d'en mentionner la source de manière intégrale. Le détenteur des droits d'auteurs demande que toute utilisation de ce type lui soit déclarée, à des fins d'évaluation d'impact. Pour la reproduction, en toute autre circonstance, ou la réutilisation dans d'autres publications, ou pour une traduction ou une adaptation, une autorisation de l'auteur est requise. Des frais peuvent être exigés. Courriel : publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : advocacy@oxfaminternational.org

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France - Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux organisations listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

<p>Oxfam Amérique 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, Etats-Unis +1 617 482 1211 (Toll-free 1 800 77 OXFAM) Courriel : info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/F., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tel: +852 2520 2525 Courriel : info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australie 156 George St., Fitzroy, Victoria 3065, Australie Tel: +61 3 9289 9444 Courriel : enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p>Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Espagne Tel: +34 902 330 331 Courriel : info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-en-Belgique Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgique Tel: +32 2 501 6700 Courriel : oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Irlande Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tel: +353 1 672 7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tel: +44 28 9023 0220 Courriel : communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tel: +1 613 237 5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam Nouvelle-Zélande PO Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tel: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tel: + 33 1 56 98 24 40. Courriel : info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Novib (Pays-Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays-Bas Tel: +31 70 342 1621 Courriel : info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tel: +49 30 428 50621 Courriel : info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montreal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tel: +1 514 937 1614 Courriel : info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-uni Tel: +44 1865 473727 Courriel : enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tel: +44 1865 339100 Courriel : information@oxfaminternational.org. Site web: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

Washington : 1100 15th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20005-1759, Etats-Unis, Tel: +1 202 496 1170.

Bruxelles : Rue Philippe le Bon 15, 1000 Bruxelles, Belgique, Tel: +322 502 0391.

Genève : 15 rue des Savoises, 1205 Genève, Suisse, Tel: +41 22 321 2371.

New York : 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, Etats-Unis, Tel: +1 212 687 2091.

Organisations liées à Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International :

Oxfam Japon Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon

Tel: + 81 3 3834 1556. Courriel : info@oxfam.jp Web site: www.oxfam.jp

Oxfam Trust en Inde B - 121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, Inde

Tel: + 91 11 2667 3 763. Courriel: info@oxfamint.org.in Site web: www.oxfamint.org.in

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante est actuellement membre observateur d'Oxfam et travaille vers une possible adhésion totale :

Fundación Rostros y Voces (Mexique) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col. Napoles, C.P. 03810 Mexico, D.F., Tel/Fax: + 52 55 5687 3002. Courriel : comunicacion@rostrosyvoces.org
Site web: www.rostrosyvoces.org